



Communiqué

Pour diffusion immédiate

le 1 décembre, 2021

Le Rapport annuel indique qu'il est nécessaire d'améliorer la transparence et de mettre davantage l'accent sur la durabilité financière et la prestation de services pour les Ontariennes et les Ontariens

(TORONTO) Les audits de l'optimisation des ressources contenus dans le *Rapport annuel 2021* de la vérificatrice générale révèlent que les organismes publics doivent améliorer la prestation des services et fournir des renseignements plus accessibles pour aider la population ontarienne à prendre des décisions plus éclairées, a déclaré aujourd'hui la vérificatrice générale, Bonnie Lysyk, après le dépôt du rapport à l'Assemblée législative. Cette année, la responsabilité financière et la gouvernance étaient également des thèmes en vogue.

Les organismes et les programmes audités cette année couvrent un large éventail de secteurs, de la santé aux services sociaux en passant par l'enseignement postsecondaire, la planification de l'aménagement du territoire, l'infrastructure, les finances et la technologie; cinq organismes provinciaux ont été vérifiés. Vous trouverez de plus amples renseignements sur nos sujets d'audit à la fin de ce document.

Le rapport de M^{me} Lysyk de cette année comprend également :

- une mise à jour sur l'audit spécial en cours de l'Université Laurentienne;
- un examen des jeux sur Internet en Ontario.

Les chapitres supplémentaires inclus chaque année sont les suivants :

- examen des comptes publics de la province; la vérificatrice a émis une opinion sans réserve sur les comptes publics pour la quatrième année consécutive;
- examen de la publicité gouvernementale;
- rapports de suivi sur les recommandations des rapports annuels précédents et du Comité permanent des comptes publics.

Autorisation de publier les rapports

Le Rapport annuel du vérificateur général est publié chaque année avant le 31 décembre, conformément à la *Loi sur le vérificateur général*. Le *Rapport annuel des audits sur l'environnement 2021* de la vérificatrice générale (lien vers la page) a été publié le 22 novembre 2021 conformément aux exigences de la *Charte des droits environnementaux de 1993*. Il comprenait quatre audits de l'optimisation des ressources sur l'environnement et deux audits de suivi sur l'environnement.

-30-

Renseignements :

Bonnie Lysyk

Vérificatrice générale

(647) 267-9263

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.

Rapport annuel 2021 du Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario

Sujets des audits

Services d'assistance : Le ministère de la Santé établit des politiques et finance les services d'assistance par l'intermédiaire de Santé Ontario. Ces services de soins de santé financés par l'État consistent en une aide à domicile, y compris des services de soutien personnel, des services d'entretien ménager et des appels ou visites pour vérifier la santé et la sécurité du client.

Traitement des maladies cardiaques et des AVC : CorHealth Ontario, fondée en 2016, est responsable de fournir des conseils fondés sur des données probantes ainsi que de surveiller et de signaler le rendement des services de traitement des maladies cardiaques et vasculaires et des AVC en Ontario.

Intervention économique et mesures de soutien aux entreprises 2021 en réponse à la COVID-19 : Les restrictions de l'Ontario en matière de santé publique visant à limiter la propagation de la COVID-19 ont obligé de nombreuses entreprises à fermer temporairement, à mener leurs activités à capacité limitée ou à mettre en œuvre des mesures de santé publique. La province a annoncé un soutien financier qui sera distribué entre le secteur des soins de santé et l'économie.

COVID-19 – Équipement de protection individuelle : L'équipement de protection individuelle (EPI) aide à prévenir l'exposition aux maladies infectieuses ou à d'autres dangers. L'EPI comprend l'équipement qui se porte, comme les gants et les masques. L'Ontario faisait face à une pénurie d'EPI au début de la pandémie de COVID-19.

Rapports financiers des conseils scolaires en Ontario : Le ministère de l'Éducation est responsable de superviser la santé financière des conseils scolaires de l'Ontario et la façon dont ils utilisent leur financement. La Loi sur l'éducation exige que les trésoriers des conseils préparent les états financiers annuels.

Itinérance : Chaque soir, environ 9 600 Ontariennes et Ontariens sont aux prises avec une itinérance « visible », notamment en ayant recours à des refuges. Environ 90 000 Ontariennes et Ontariens vivent ce type d'itinérance au cours d'une année. On estime que jusqu'à 80 % de la population de sans-abri de l'Ontario vit des expériences d'itinérance « cachée », notamment en dormant sur des canapés et dans des bâtiments abandonnés ou en campant sous les ponts et dans des endroits éloignés.

Inspection et entretien des ponts et des ponceaux de la province : Le ministère des Transports est responsable de l'inspection, de l'entretien et de la réparation d'environ 3 000 ponts et 2 000 grands ponceaux situés sur les routes provinciales et dans les régions du Nord de la province. Les ponts doivent être inspectés tous les deux ans à l'aide du Manuel d'inspection d'inspection des structures de l'Ontario.

Aménagement du territoire dans la région élargie du Golden Horseshoe : La province élabore des lois, des politiques et des plans qui régissent l'aménagement des terres privées et municipales. Les municipalités décident de la façon dont les terres relevant de leur compétence sont utilisées, dans les limites permises par les politiques provinciales d'aménagement. L'aménagement du territoire provincial dans la région élargie du Golden Horseshoe vise à s'aligner sur les pratiques exemplaires d'aménagement du territoire, la Loi sur l'aménagement du territoire et le Plan de croissance.

Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC) : La Société ontarienne de vente du cannabis, qui exploite la Société ontarienne du cannabis, est un organisme de la Couronne qui vend du cannabis en ligne et est le seul grossiste de cannabis récréatif de la province des magasins de détail autorisés. Le mandat de la SOVC d'acheter et de vendre du cannabis et des produits connexes, et de promouvoir la consommation socialement responsable du cannabis.

Agence ontarienne des eaux : L'Agence ontarienne des eaux (AOE), un organisme de la Couronne relevant du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs, offre des services de traitement de l'eau potable et des eaux usées à environ 4,5 millions d'Ontariennes et d'Ontariens. Le rôle de l'AOE est de combler les lacunes, particulièrement dans les collectivités plus petites, éloignées et celles des Premières Nations où les exploitants privés ne sont pas prêts à offrir des services.

Conseil ontarien du commerce des véhicules automobiles : Le Conseil ontarien du commerce des véhicules automobiles (COCVA) a été créé par le gouvernement de l'Ontario comme autorité déléguée à but non lucratif pour protéger les consommateurs et pour maintenir une concurrence juste, honnête et ouverte pour les concessionnaires de véhicules automobiles enregistrés.

Police provinciale de l'Ontario : La Police provinciale de l'Ontario (OPP) est l'une des plus grandes forces de police en Amérique du Nord, avec environ 5 600 agents de police et 2 500 employés civils. La Police provinciale de l'Ontario offre des services de police dans les régions de l'Ontario qui n'ont pas leur propre force de police, des patrouilles sur les routes et voies navigables provinciales, des services de police contractuels aux municipalités qui en font la demande, des services d'urgence et d'autres services de soutien, ainsi que des enquêtes dans le cadre de cas criminels complexes et sur le crime organisé.

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario : La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) est une société de la Couronne dont le mandat consiste à protéger les investisseurs contre des pratiques déloyales, inappropriées ou frauduleuses; favoriser des marchés financiers justes, efficaces et concurrentiels et la confiance dans les marchés financiers; favoriser la formation de capitaux et contribuer à la stabilité du système financier et à la réduction du risque systémique.

Cadre de contrôle financier provincial de l'Ontario : Le Bureau du contrôleur général procure leadership et transparence dans les rapports financiers, les politiques de gestion financière et la gestion des risques provinciaux, en plus de superviser les activités quotidiennes de la Division de la vérification interne de l'Ontario. Le Bureau du contrôleur général dispose d'une fonction financière centralisée, appelée Division du contrôleur provincial.

Chirurgies ambulatoires : La chirurgie ambulatoire, parfois appelée « chirurgie de jour » ou « chirurgie d'un jour », est généralement une intervention chirurgicale où un patient passe moins de 24 heures à l'hôpital avant de rentrer à la maison. Le ministère de la Santé finance les hôpitaux publics et privés, ainsi que les établissements de santé indépendants, afin de fournir des interventions chirurgicales.

Surveillance des collèges privés d'enseignement professionnel : Environ 500 collèges privés d'enseignement professionnel en Ontario forment des adultes qui ont besoin de compétences professionnelles particulières ou qui possèdent déjà des titres de compétence, mais qui veulent améliorer leurs habiletés pratiques pour devenir plus concurrentiels sur le marché du travail. Ils comptent actuellement environ 159 000 étudiants.

Surveillance des collèges publics : Le ministère des Collèges et Universités est responsable de la surveillance des 24 collèges publics de l'Ontario. Les collèges publics offrent une formation et une éducation axées sur la carrière pour aider les étudiants à obtenir un emploi, à répondre aux besoins des employeurs et à soutenir le développement social et économique des collectivités.

Technologie de réseau 5G et programme 5G précommercial : En 2017, la province s'est associée au gouvernement fédéral, à la province de Québec et à trois multinationales de technologie pour construire et exploiter plusieurs plateformes d'essai 5G. Le réseau mobile 5G, qui n'est pas encore exploité au Canada, offrira de nouveaux services et de nouvelles technologies qui reposent sur le partage de données en temps réel, notamment des produits d'énergie intelligente et des services de soins de santé intelligents.